tion du dossier de l'affaire Lepère, a fait, à un rédacteur de la *Patrie*, la déclaration suivante :

Mon client, M. Puech, a fait publiquement, dans des conditions qui ne permettent de vous les indiquer sans violer le secret professionnel, les actes suivants :

1° Il a demandé au Conseil l'autorisation de poursuivre M. Giacobbi, sénateur de la Corse, administrateur de plusieurs sociétés et président du Conseil d'administration d'une Société financière fondée par Lepère ;

2° Le Sénat, ayant refusé de transmettre la demande de M. Puech, et ce refus étant anti-constitutionnel, mon client s'est adressé à M. le président de la République ;

3° M. Puech a demandé l'annulation, à titre de témoin, par le juge d'instruction, d'un dépôt ministériel.

(Après avoir déclaré ne pouvoir citer le nom de ce député, contre lequel, dit-il, une demande de poursuite va être, d'ici deux ou trois jours, adressée à la Chambre, Me Bonzon ajoute :

Je me borne à faire les constatations suivantes :

1° Trois perquisitions successives ont été faites, à Saint-Cloud, au domicile de M. Lepère. Jamais les sceller n'ont été apposés ;

2° Le 8 avril, c'est-à-dire neuf jours après la fuite de M. Lepère, on remplace ce dernier une transaction avec une société dont lui-même était intéressé.

Aussi ce fonctionnement inconcevable pour la police avait toute liberté de passer des actes officiels auxquels on donne cet nom.

Me Jacques Bonzon a fait, d'autre part, à un rédacteur de la *Presse* les nouvelles déclarations suivantes :

Je vous ajoute, m'écrit-il que M. Puech, le juge d'instruction qui avait été saisi de l'affaire Lepère, est actuellement en vacances, aux Eaux-Bonnes, qu'il partira demain, probablement sur l'ordre de M. Cruppi, et que, M. Puech, et en l'absence de M. Cruppi, ont été consultés pour choisir les commissaires chargés d'une mission donnée par M. Lépine.

Mais on ne sait pas encore si ces deux MM. Puech et Cruppi estimeront avoir besoin de la déposition qui leur est nécessaire pour voir clair dans les livres de M. Lépère.

— Le cas est bizarre !

— En attendant, je vous apprends que M. Puech est, à Saint-Cloud, littéralement assiégé par des journalistes qui *guettent* sa rentrée à l'hôtel. Ce harcèlement est d'autant plus *agaçant* pour le juge que M. Puech est, en ce moment, en plein travail pour l'examen politique.

Un télégramme de M. Pichat

Paris, 25 juin. — M. Pichat, président de la commission d'enquête, a reçu ce matin de M. Pichat la dépêche suivante :

Toron, 25 juin. 11 h. 15 matin. — Avez reçu réponse Procu. M. l'a informé qu'on recherche hier et n'a confié aucune affaire dans chancellerie avec Rouyer. Demain. Vous remettrai nouvelle adresse. — (Signé) *Pichat*.

Aussitôt après M. Flandin est parvenu à se faire dépêcher par la voie expéditive ci-avant spécifiée le R. P. Pierre de Chantrens un texte de télégramme qu'il lui a remis ce matin même, au nom de la commission pour le presser de répondre à la convocation de cette dernière.

A l'instruction

Paris, 27 juin. — M. André, juge d'instruction, a reçu un nouveau mémoire de M. Chabert relativement à l'affaire de tentative de corruption du président du Conseil. M. Chabert était accusé de s'en adresser conseil, Me Maurice Bernhardt.

TERRIBLE ACCIDENT
EN RUSSIE
Effondrement d'un bac. — Cent victimes

Saint-Pétersbourg, 25 juin. — Un télégramme de Rostow sur le Don signale une terrible catastrophe qui s'est produite sur la rivière de Khopra près de la station Zotowa.

Le bac vermouth d'un bac qui transportait 250 personnes pour la plupart des femmes et des enfants s'est effondré sous le poids des passagers dont beaucoup ont été entraînés sous la roue d'un moulin où ils ont été broyés, tandis que d'autres ont été noyés dans les tourbillons de la rivière.

On a retiré déjà 60 cadavres. Une centaine de personnes ont disparu. Les victimes étaient en majorité des pèlerins des villages voisins.

L'AFFAIRE D'EMPOISONNEMENT DE MARSEILLE

Marseille, 25 juin. — Nous touchons à l'épilogue de la retentissante affaire d'empoisonnement de Saint-Antoine.

M. du Pessel, juge d'instruction, a, ces jours derniers, procédé à quelques interrogatoires complémentaires des prévenus pour terminer et aujourd'hui samedi, il procédera à l'interrogatoire définitif des deux accusés, Mme Marcel et Edouard Hubac.

Ces interrogatoires auront lieu séparément à la prison des Prévenus pour Mme Marcel et à la prison Chave pour Hubac. Le juge d'instruction estime qu'une confrontation ne sera pas nécessaire.

Aussitôt après ces interrogatoires, l'instruction sera close et le dossier envoyé à la chambre des mises en accusation de manière à hâter autant que possible la date des débats qui se dérouleront devant la Cour d'assises.

On assure que la Cour sera exceptionnellement présidée par M. Montanari-Revest, président de Chambre. M. Cézac, procureur général, occupera le siège du ministère public.

L'ARMÉE DU SALUT
Le congrès international des salutistes à l'Albert Hall

Londres, 25 juin. — Tous les journaux publient de longs articles sur le congrès international de l'Armée du Salut, qui a commencé hier soir à l'Albert Hall de Londres.

L'Armée du Salut est tout à fait à l'ordre du jour. Avant de partir pour Kiel, le Roi Edouard a reçu le général Booth en audience privée.

Des journaux s'attachent surtout à décrire le spectacle offert par l'Albert Hall hier soir. Environ 6,000 salutistes s'étaient réunis pour acclamer le fondateur de leur organisation.

Ils sont venus de toutes les parties du monde et leurs *costumes nationaux* présentaient un coup-d'œil inimaginable.

Il y avait des salutistes du Japon, des Indes, de Klondyke, de l'Amérique du Nord et du Sud, d'Australie, de la Nouvelle-Zélande, des Peaux-Rouges — en un mot toutes les races étaient représentées.

Le congrès international a tenu sa première séance plénière aujourd'hui. Comme il était impossible de trouver une salle publique assez vaste, l'Armée du Salut a fait construire un bâtiment spécial dans le Strand.

FAITS DIVERS

ARRESTATION D'UN INGENIEUR BELGE A PARIS. — Paris, 25 juin. — Sur mandat de M. de Valles, juge d'instruction, et en exécution d'un jugement par défaut de la 8e chambre correctionnelle en date du 8 octobre 1902, le condamnant à 4 ans de prison pour abus de confiance, la sûreté a arrêté le nommé Richard de Montgommery, négociant, ingénieur belge, âgé de 58 ans, originaire de Namur.

ACCIDENTS D'AUTOMOBILE. — Trois personnes grièvement blessées. — Une automobile appartenant à M. Millet a, samedi, à Nice, place Blanche, vers deux heures, le numéro 7175, dans lequel se trouvaient deux personnes. Le frein a été renversé. Les deux voyageurs, une artiste chorégraphique, connue sous le nom de la « Gérande Gaby », et un de ses amis, ainsi que le cocher, grièvement blessés, ont été transportés à une pharmacie, où ils ont reçu les premiers soins.

POUR NE PAS PAYER L'AMENDE. — Réfugié sur une cheminée d'usine. — Un siège de quinze jours. — Londres, 25 juin. — Un cambrioleur de Newrie, Jimmie Gill, condamné à l'amende pour délit d'ivrognerie, ne veut pas s'acquitter. Afin d'échapper aux poursuites de l'agent du fisc, il s'est perché sur une cheminée d'usine. Toute la Grande Bretagne a les yeux sur lui en ce moment. Il a réussi à grimper au sommet d'un bâtiment haut de briques par où la fumée ne s'échappe plus depuis longtemps, et qui s'élève aux intempéries. Il passe la nuit sur ses jambes, cependant que la force à tenir le poste, en vain on lui fait passer de la nourriture, craignant de voir s'écrouler son perchoir sous le poids de l'autorité.

Il y a quinze jours que dure ce siège, héroïque d'un côté, comique de l'autre. Les foules se pressent de voir « Jack » sur le fameux marbre par-dessus le cambrioleur, et tous les soirs après le coucher du soleil, quand toutes conversations sont éteintes, on entend Jimmie chanter à tue-tête. Il reçoit